



PREFET DES CÔTES D'ARMOR

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE
LA PROTECTION DES POPULATIONS**

ARRETE MODIFICATIF portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement

Service Prévention des risques
environnementaux
N°IC 20036506
LS

Le Préfet des Côtes d'Armor,
Officier de la Légion d'honneur

- VU** le code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU** le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié le relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation ou déclaration au titre du livre V du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 8 décembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910-c de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (installations de combustion consommant exclusivement du biogaz produit par une seule installation de méthanisation soumise à déclaration sous la rubrique n° 2781-1) ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1981, modifié, autorisant l'installation « GAEC DE LAN AMAN » au lieu dit « Lan Aman » à PLOUARET à exploiter un poulailler de 72000 poulets de chair ;
- VU** les accusés de réception délivrés le 3 mars 2004 pour la régularisation administrative d'un élevage de 90 bovins viande et de 92 vaches laitières ;
- VU** l'accusé de réception délivré le 19 novembre 2007 au titre de l'installation classée « EARL LE GOFF » à PLOUARET au lieu-dit « Lan Aman » pour la reprise d'un élevage avicole autorisé le 1^{er} décembre 1981 au nom de « GAEC DE LAN AMAN » ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009 modifié établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU la demande présentée le 5 janvier 2011 et l'avenant le 20 janvier 2012 par l'installation classée « EARL LE GOFF », à PLOUARET au lieu-dit « Lan Aman » en vue de la restructuration interne d'un élevage avicole autorisé pour un effectif demandé de 75810 animaux équivalents (37905 canards de barbarie mixtes) à moins de 100 mètres des tiers, la construction d'un poulailler et la création d'une unité de méthanisation ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 10 décembre 2012 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 21 décembre 2012 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatrices permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le dossier présenté n'apporte pas de modification substantielle au dossier approuvé par l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1981 ;

CONSIDERANT que l'élevage avicole est déjà autorisé et que le nouveau bâtiment sera construit à plus de 100 mètres des tiers ;

CONSIDERANT que la restructuration de l'exploitation génère une diminution de la quantité d'azote produite ;

CONSIDERANT que l'exploitant démontre dans son dossier qu'il a les moyens de gérer les effluents issus de son élevage ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;

- A R R E T E -

Les dispositions des articles 1 à 5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1981 modifié relatif à l'autorisation d'exploiter un élevage avicole de 72000 poulets de chair, sont remplacées par les dispositions des articles 1 à 31 du présent arrêté.

TITRE A : PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

L'EARL LE GOFF Xavier, ci-après dénommée l'éleveur, domiciliée à **PLOUARET** au lieu dit "Convenant Jacques" est autorisée à exploiter à **PLOUARET au lieu-dit "Lan Aman"**, à moins de 100 m du tiers le plus proche, un élevage de :

-37 905 canards de chair soit 75 810 AE volailles sous réserve de limiter annuellement la production d'azote des volailles à 9279 unités et celle de phosphore à 9666 unités.

-92 vaches allaitantes.

-1 unité de méthanisation avec une installation de combustion de biogaz,
sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Nature des installations

2.1 - liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A ,D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2111	1	A	Elevage de volailles	Elevage de canards	> 30 000 AE	2 AE	37 905	75810
2910	C3	DC	Installation de combustion de biogaz		Dépend de la rubrique 2781-1		0.22 MW	
2781	1c	DC	Unité de méthanisation de matière végétale brute et d'effluents d'élevage		< 30t/j		14.7	

A : (autorisation) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

2.2 Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
PLOUARET	Elevage de volailles	Section B n° : 242, 246, 247, 237, 238 et 239	

Les installations citées à l'article 2.2 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au dossier présenté.

ARTICLE 3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

ARTICLE 4 - prescriptions complémentaires concernant l'unité de méthanisation

4.1. – La quantité maximale de matières traitées est de 5 350 tonnes par an soit un flux journalier entrant de 14.7 t/j.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n°2781-1b de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les

prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 susvisé ainsi que les prescriptions particulières définies ci-après :

4.2. - Flux annuel de matières à traiter entrant dans l'unité de méthanisation (digesteur) :

Matières traitées	Quantité (tonnes)	N (kg)	P2O5 (kg)	K2O (kg)
Lisier brut canards	2600	9279	9666	15902
Fumiers bovins	1000	4090	1985	6485
Déchets végétaux agricoles	700	11060	5880	17710
Matières végétales intercultures	650	1859	754	
Déchets végétaux Pelouse	400	2400	560	2000
TOTAL	5350	28688	18845	42097

Toute admission de matière donne lieu à un enregistrement dans un registre d'entrée. Ce registre est conservé pendant 3 ans minimum.

Toute incorporation de matières à traiter autre que celles citées dans le tableau ci-dessus doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

En aucun cas il n'y aura incorporation dans le digesteur de maïs ensilage.

4.3. – Flux annuel du digestat sortant du digesteur :

Quantité (tonnes)	N (kg)	P2O5 (kg)	K2O (kg)
5 350 t	28 688	18 845	42 097

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'une centrifugation, d'un séchage et un stockage dans un hangar, l'ensemble situé en annexe de son installation.

4.4. - Aux fins de contrôles, seront placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans le digesteur ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume de matières entrantes dans le digesteur;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le digestat sortant du digesteur ;

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs seront consignés par l'exploitant sur un cahier d'exploitation. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

4.5. - Autosurveillance :

Outre les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 susvisé, pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de méthanisation, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières trimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes de lisier brut entrant et des matières végétales,
- Une analyse du lisier brut entrant (MO, MS, N, P2O5, K2O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- bilan des volumes de digestat produit ;
- une analyse du digestat (MO, MS, N, P2O5, K2O). L'échantillon sera prélevé en sortie du digesteur ou en entrée du traitement secondaire ;

Les bilans seront adressés trimestriellement par l'éleveur à l'inspection des ICPE de la DDPP. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

4.5.1. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de méthanisation.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués une fois par an. Les autres paramètres restent inchangés.

4.6. - Prescriptions particulières en matière de stockage:

- les lisiers bruts de canards seront réceptionnés et homogénéisés dans une fosse d'un volume de 916 m3 utiles.
- la matière végétale sera stockée dans un silo de 1000 m2.
- Les coproduits issus de la séparation de phase seront stockés sur une aire couverte de 450 m2 ;

Tous les ouvrages de stockage comprenant le digesteur d'un volume de 1527 m3 et la fosse de stockage du digestat d'un volume de 1206 m3 utiles devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol.

Conformément aux plans et mémoires annexés, un talus de rétention devra être réalisé dès la mise en fonctionnement du digesteur.

L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée.

4.7. - Production de biogaz et utilisation :

La production journalière de biogaz sera de 2123 m3.

La totalité de ce biogaz sera valorisée par un co-générateur.

4.8. - air, odeur :

La teneur en CH4 et H2S du biogaz produit est mesurée en continu ou au moyen d'analyses effectuées au moins une fois par jour. Les résultats des mesures sont consignés et tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations.

La teneur en hydrogène sulfuré (H2S) du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à la sortie de l'installation est inférieure à 300 ppm.

ARTICLE 5 - prescriptions particulières concernant l'installation de combustion

5.1. – capacité de combustion :

La puissance thermique maximale du co-générateur est de 0.22 MW.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n°2910-C3 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2011 susvisé ainsi que les prescriptions particulières définies ci-après :

5.2. – Local de co-génération :

Conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, le co-générateur sera situé dans un local technique fermé constitué de matériaux résistants au feu.

- un isolant phonique sera installé sur les murs et le plafond
- les ouvrants assureront une bonne isolation phonique

Ce local sera équipé entre autres :

- d'une cellule de détection des fuites de gaz,
- d'un analyseur de mesure de la qualité du biogaz,
- d'un dispositif de ventilation renforcée,
- d'un dispositif d'arrêt complet des chaudières en cas de fuite importante de gaz,
- d'une alarme reliée à l'élévage et au téléphone de l'exploitant l'avertissant en cas de surpression ou de fuites de biogaz détectées,
- d'un tuyau d'échappement des gaz de combustion du co-générateur équipé d'un silencieux.

5.3. – Fonctionnement du co-générateur :

L'installation est conçue pour collecter et utiliser la totalité du biogaz produit comme carburant du co-générateur.

En cas d'arrêt du co-générateur les procédures suivantes seront appliquées :

- maintenance courante, réparations d'une durée inférieure à 4 heures : pas de disposition particulière.
- entretiens approfondis qui nécessitent entre 4 et 8 heures d'arrêt : le niveau de biogaz en stock devra être abaissé au cours des journées précédentes de façon à avoir une capacité de stockage du biogaz suffisante durant la période d'interruption.
- en cas de panne majeure > 8 heures : le gaz sera brûlé par la torchère, l'alimentation du digesteur sera aussitôt interrompue afin de baisser la production de biogaz.

5.4. – Rendement du co-générateur :

La totalité du bio-gaz valorisé par le co-générateur produira annuellement.

- 1 671 318 kwh électriques seront revendus par contrat et redistribués sur le réseau
- 1 763 011 kwh thermiques sous forme d'eau chaude qui sera utilisée pour le chauffage du digesteur, pour le chauffage des poulaillers, le séchoir et une maison d'habitation.

Le co-générateur ainsi que la torchère feront l'objet d'un entretien régulier (conforme aux préconisations du constructeur) et d'une maintenance préventive par un organisme compétent.

Les rendements seront mesurés afin de s'assurer du bon entretien des installations. Ces mesures seront consignés par l'exploitant sur un cahier d'exploitation. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

ARTICLE 6 - Modification et cessation d'activité

6.1 Modifications apportées aux installations :

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

6.2 Equipements et matériels abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

6.3 - Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

6.4 - Cessation d'activité

Lorsque l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe le préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

6.5 – Devenir du bâtiment volailles désaffecté :

L'exploitant devra indiquer dans un dossier adressé à Monsieur le préfet les mesures qu'il compte mettre en place en ce qui concerne le poulailler désaffecté dans un délai de trois mois à compter de la date du présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 7 - Respect des autres législations et réglementation

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE B : IMPLANTATION ET AMENAGEMENT DE L' INSTALLATION


ARTICLE 8 - Exploitation des installations

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents et les déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que réduire les quantités rejetées ;

- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 9 - Règles d'aménagement de l'élevage

Tous les sols des bâtiments d'élevage, des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les ouvrages de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des installations annexes doit permettre l'écoulement des effluents vers les ouvrages de stockage ou de traitement. 

A l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins.

ARTICLE 10 - Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'élevage dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet, les ouvrages de stockages (effluents ou aliments) et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

ARTICLE 11 - Lutte contre les nuisibles

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Il tient à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

ARTICLE 12- Incidents ou accidents.

Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'[article L.511-1 du code de l'environnement](#).

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 13 - Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivant :

- le dossier de demande d'autorisation initial,

- les plans tenus à jour,
 - les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
 - le plan d'épandage et le cahier d'épandage,
 - les rapports des contrôles techniques de sécurité (rapport de contrôle des installations électriques, vérification des extincteurs, diagnostic amiante, etc.),
 - tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, une version papier doit être à disposition de l'inspection des installations classées.
- Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les pièces archivées doivent être conservées au minimum 5 ans.

TITRE C : PREVENTION DES RISQUES

ARTICLE 14 - Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.

ARTICLE 15- Infrastructures et installations

15-1 - Accès et circulation dans l'établissement

Les voies de circulation et d'accès sont maintenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour permettre en particulier le passage des engins des services d'incendie.

15.2 - Protection contre l'incendie



15.2.1- Protection interne :

La protection interne contre l'incendie peut être assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre.

Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.

15.2.2 - Protection externe :

L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

L'exploitant est tenu de s'assurer que les débits et pressions des hydrants existants répondent aux normes NFS 61211 ou NFS 62213 ou NFS 61213 et NFS 62200. Une attestation de conformité établie selon le modèle joint en annexe du présent arrêté devra être retournée aux services

d'incendie et de secours. Une copie de cette attestation sera adressée à l'inspection des installations classées.

15.2.3 - Numéros d'urgence

Doivent être affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;

le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;

le numéro d'appel du SAMU : 15 ;

le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112.

15.3 - Installations techniques

Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) sont réalisées et contrôlées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées au moins tous les trois ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspecteur des installations classées.

Lorsque l'exploitant emploie du personnel, les installations électriques sont réalisées et contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail.

- Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

ARTICLE 16 - Prévention des pollutions accidentelles

16.1 - Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

16.2 - Rétentions

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,

- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

TITRE D : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 17 - Prélèvement et consommation d'eau

17.1 - Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie sont prélevés dans un puits.

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation.. La périodicité des relevés des consommations d'eau est adaptée à l'activité de l'élevage et à la consommation prévue



17-2 - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de dis-connexion muni d'un système de non-retour.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

ARTICLE 18 - Gestion des eaux pluviales.

Les eaux pluviales non polluées sont séparées des eaux résiduaires et des effluents d'élevage et peuvent être évacuées vers le milieu naturel ou vers un réseau particulier.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents.

Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.

ARTICLE 19 - Gestion des effluents.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraine ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents.

19.1 - Identification des effluents ou déjections

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents ou déjections suivants (purin, lisier, fumier, compost, boues de station d'épuration, eaux colorées (brunes, blanches, vertes, lixiviats, jus de silos).

19.2 - Gestion des ouvrages de stockage et de méthanisation : conception, dysfonctionnement

Les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

L'exploitant dispose de 1 745 m³ de fosses et 450 m² de fumières correspondant aux besoins d'une période de 6 mois de stockage.

Les ouvrages de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité efficace. Les nouveaux ouvrages sont dotés de dispositifs de contrôle de l'étanchéité. Les

ouvrages de stockage des lisiers et effluents liquides sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'[arrêté du 26 février 2002](#) relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage.

19.3 - Entretien et conduite des installations de méthanisation

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de méthanisation sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte et de traitement.

19.4 – Contrat de commercialisation d'effluents.

Une convention est établie avec un prestataire de service qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 2170 pour 480 tonnes de co-produits issus la séparation de phase par an soit 12 128 unités d'azote et 15 446 u/P2O5.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lot,
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m3,
- le nom du transporteur,- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m3, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

TITRE E : LES EPANDAGES

ARTICLE 20 - Règles générales.

Les effluents d'élevage de l'exploitation peuvent être soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal.

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage des ses déjections et/ou effluents sur les parcelles, dont le plan figure en annexe au présent arrêté.

La nature, les caractéristiques et les quantités d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

ARTICLE 21 - Modalité de l'épandage

21.1 - Origine des effluents à épandre

Les effluents à épandre sont constitués exclusivement de digestats provenant de l'unité de méthanisation de l'établissement.

21.2 - Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare

La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie concernée.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

Les apports azotés, toutes origines confondues (effluents d'élevage, effluents d'origine agroalimentaire, engrais chimique ou autres apports azotés d'origine organique ou minérale), sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.

21.3 - Le plan d'épandage

21.3.1 – L'ensemble du plan d'épandage est présenté dans un document de synthèse tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Toute modification notable du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

21.3.2 - Epandages interdits

L'épandage des effluents d'élevage et des produits issus de leur traitement est interdit : 

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;

- à moins de 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ; le préfet peut réduire cette distance jusqu'à 50 mètres pour l'épandage de composts élaborés conformément à l'article 17 ;

- à moins de 500 mètres en amont des piscicultures soumises à autorisation ou déclaration sous la rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées et des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté d'autorisation ;

- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande de 10 mètres enherbée ou boisée et ne recevant aucun intrant est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau ;

- sur les terrains de forte pente sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
- sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers et les composts) ou enneigés ;
- sur les sols inondés ou détrempés ;
- pendant les périodes de fortes pluviosités ;
- sur les sols non utilisés en vue d'une production agricole ;
 - par aéro-aspiration sauf pour les eaux issues du traitement des effluents.
 -

ARTICLE 22 - Mise à disposition de parcelles pour l'épandage par un tiers

Un contrat lie le producteur d'effluents d'élevage à un autre exploitant qui valorise les effluents. Ce contrat définit les engagements de chacun ainsi que leurs durées. Ce contrat fixe également les quantités épandues et la nature des informations devant figurer au cahier d'épandage. Des bons d'enlèvement doivent être remis au bénéficiaire après chaque opération de transfert d'effluents.

TITRE F : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 23 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses.

Le brûlage à l'air libre est interdit. à l'exclusion des essais incendie.

ARTICLE 24 - Odeurs et gaz

Les bâtiments sont correctement ventilés.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs ou de gaz, en particulier d'ammoniac, susceptibles de créer des nuisances de voisinage ou de nuire à la santé, à la sécurité publique ou à l'environnement.

Si l'exploitant met en œuvre un traitement destiné à atténuer les nuisances olfactives par utilisation d'un produit à action bactériologique ou enzymatique celui-ci sera utilisé conformément aux recommandations du fabricant (fréquence d'utilisation, dose).

Ces recommandations, de même que les justificatifs comptables relatifs à l'achat du produit désodorisant sont tenus à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.

TITRE G : - DECHETS

ARTICLE 25 - Principes et gestion

25.1 - Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son élevage et en limiter la production.

25.2 - Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques..

25.3 - Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'[article L511-1 du code de l'environnement](#). Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

25.4 - Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

25.5 - Cas particuliers des cadavres d'animaux

Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (volailles) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un récipient fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.

Ils sont stockés en attente de leur enlèvement dans une enceinte réfrigérée à l'extérieur de l'élevage.

TITRE H - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

ARTICLE 26 -

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T	ÉMERGENCE MAXIMALE Admissible en db (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes ≤ T < 45 minutes	9
45 minutes ≤ T < 2 heures	7
2 heures ≤ T < 4 heures	6

T \geq 4 heures	5
-------------------	---

Pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 db (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'[arrêté du 18 mars 2002](#) relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

TITRE I : - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

ARTICLE 27 - Programme d'auto surveillance

27.1 - Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto-surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto-surveillance.

ARTICLE 28 - Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance

28.1 - Auto surveillance de l'épandage

28.1.1 - Cahier d'épandage

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les quantités d'effluents ou de déchets épandus par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

Le producteur de déchets ou d'effluents doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des déchets ou des effluents produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

28.1.2. - Déclaration des émissions polluantes :

Conformément à l'[arrêté du 24 décembre 2002](#) relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation, l'exploitant déclare au préfet pour chaque année civile, la masse annuelle des émissions de polluants à l'exception des effluents épandus sur les sols, à fin de valorisation ou d'élimination.

ARTICLE 29 - Suivi, interprétation et diffusion des résultats

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

ARTICLE 30 - Résorption

La résorption prise en compte est de 5 900 unités d'azote par cessation d'activité.

ARTICLE 31 -

Le présent arrêté abroge le récépissé de déclaration en date du 3 mars 2004 (élevage de bovins à l'engrais)

ARTICLE 32-

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 33-

Une copie du présent arrêté sera :

- déposée à la mairie de PLOUARET pour y être consultée par toute personne intéressée,
- affichée à la mairie de PLOUARET pendant une durée minimum d'un mois,
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.
- mise en ligne sur le site de la préfecture

ARTICLE 34 - Délai et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).

- pour les exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la décision ;
- pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision .

ARTICLE 35 -

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor, le sous-préfet de LANNION, le maire de PLOUARET et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police

SAINT-BRIEUC, le 24/01/2013

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général
signé

Gérard DEROUIN